

Liste des acronymes :

AGEPA: Amélioration de la Gestion de l'Education dans les pays de l'Afrique

CAP/EP: Certificat d'Aptitude Pédagogique dans les Ecoles Primaires

CISCO: Circonscription Scolaire

DEPA: Direction de l'Education Préscolaire et de l'Alphabétisation

EF1: Enseignement fondamentale

EF2: Enseignement fondamentale niveau 2

ENS: Ecole Normale Supérieur

EPT: Education pour Tous

FOFI: Foibe Fiofanana

FRAM: Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra

IDH: Indice de Développement Humain

LMD: License-Master-Doctorat

LMS: London Missionary System

MAP: Madagascar Action Plan

MENRS: Ministère de l'Education National et de la Recherche Scientifique

MESupres: Ministère de l'Enseignement Supérieur

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Humain

PIB : Produit Intérieur Brute

PNAE : Programme National pour l'Amélioration de l'Education

PNUD : Programme des Nations Unis pour le Développement

PSE : Plan Sectoriel de l'Education

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

USD : Dollars Américain

ZAP : Zone d'Animation Pédagogique

SOMMAIRE :

THEME : L'éducation pilier du développement pour l'Afrique : cas de Madagascar

Partie 1 : L'éducation et le développement économique	3
Chapitre 1 : Notion générale sur l'éducation et le développement économique	4
Section 1 : Généralité sur l'éducation	4
Section 2 : Lien entre éducation et le développement économique	7
Chapitre 2 : L'importance de l'éducation dans le développement	12
Section 3 : Impacte de l'éducation dans le développement	12
Section 4 : Education élément clé pour le développement :	
Cas du Portugal	14
Partie 2 : L'éducation élément clé pour accélérer le développement de Madagascar	20
Chapitre 3 : Réalité de Madagascar	21
Section 5 : L'éducation à Madagascar	21
Section 6 : Politique éducatif mise en place et ses impacts	24
Chapitre 4 : Analyse de l'éducation et perspective d'amélioration	30
Section 7 : Problème de l'éducation à Madagascar	30
Section 8 : Un développement soutenu pour Madagascar	36

Introduction :

Depuis toujours, pour espérer avoir un avenir plus prospère et plus radieux où chacun peut vivre sa vie tel qu'il le souhaite, offrir une éducation de qualité à leur descendant a été le meilleur moyen pour y arriver. Aucun pays qui ne souciait pas de l'éducation de sa population n'a pu se développer et aucun individu illettré n'a pu lutter contre la pauvreté. Il est, de ce fait, très important de se rendre compte de l'importance que l'éducation tient dans le développement d'un pays, mais également dans le développement personnel de chacun que ce soit économique, physique, morale, intellectuel et même psychologique.

Vers la moitié du XXème siècle, la découverte de la théorie du capital humain a permis à de nombreux pays de mieux soutenir leur développement mais également de sortir de la pauvreté. Actuellement, l'éducation tient un rôle très important dans l'amélioration de ce capital, car grâce à celui-ci, la productivité, l'adaptation à la situation nouvelle, mais également les gains à gagner, sont de plus en plus importante. Il est donc, pour cela, indéniable de se préoccuper de la qualité de l'éducation pour pouvoir soutenir le développement d'un pays.

Pour Madagascar, l'éducation est le moyen le plus rapide pour accélérer le développement économique du pays. Cependant, malgré les nombreux tentatives d'amélioration apportés par les gouvernements successifs, Madagascar fait partie actuellement des pays les plus pauvres du monde.

L'objet de notre analyse, se basant sur le thème : « L'éducation, pilier du développement pour l'Afrique : cas de Madagascar » est de permettre à l'éducation d'être plus efficace et plus rentable pour notre économie, de pouvoir apporter une amélioration au système éducatif, pour qu'il soit plus conforme au modèle de développement actuel et aussi pour qu'il puisse rendre chaque élève plus productif dès lors où il entre dans le monde du travail. Ainsi nous pouvons avoir un développement économique plus accéléré.

En vue de la situation actuelle du pays : pauvreté, taux d'analphabétisation encore élevé, un taux de chômage important et un développement peu avancé, nous allons essayer d'apporter des améliorations concernant l'enseignement dans notre pays. Pour y arriver nous allons répondre à la question : « De quelle manière peut-on rendre l'éducation plus rentable à notre économie ?».

Pour mieux cerner cette question, nous parlerons, tout d'abord, de quelques théories concernant l'éducation, capital humain et croissance endogène. Puis nous allons analyser la réalité actuelle du pays afin de pouvoir apporter des améliorations pour mieux privilégier l'éducation.

Partie 1 : L'éducation et le développement économique

Due à l'évolution du monde où l'on vie, l'éducation, quelle qu'en soit sa forme, est l'une des roues qui permet à chaque individu d'aller de l'avant, de vivre sa vie tel qu'il le désire, mais aussi de pouvoir aider les autres à mieux vivre la leur. Il est donc normal de dire à nos jours, que l'éducation est un besoin fondamental de chaque individu. De plus, le terme éducation a un lien très étroit avec celui du développement car ce dernier sous-entend à la fois croissance et bien être. Suite à la découverte du capital humain comme étant un des facteurs qui intervient dans le processus de la croissance économique, l'étude de l'éducation apparaît comme une nouvelle préoccupation depuis quelques années. Pour espérer résoudre les causes de notre pauvreté, l'évaluation de ses influences sur le développement de l'individu et notamment sur le développement de notre économie est donc inévitable.

Dans le premier chapitre, nous allons évoquer quelques théories qui parleront des effets de l'éducation mais aussi des théories qui expliqueront la relation entre éducation et développement. Mais avant cela nous allons définir quelques concepts clés qui nous seront utiles tout au long de notre analyse.

Chapitre 1 : Notion générale de l'éducation et le développement économique

Dans ce premier chapitre, nous allons définir les termes suivants : éducation, capital humain et développement économique, nous allons aussi développer quelques notions importantes. Ensuite nous allons voir les liens et l'impact que l'éducation apporte sur le développement économique. Ce premier chapitre a pour but de nous aider à comprendre certaines notions clés qui pourront nous aider à mieux se familiariser avec les termes clés de notre analyse.

Section 1 : Généralité sur l'éducation :

1. Perception de l'éducation :

Etymologiquement, le mot « éducation » vient du mot latin *ex-ducere* qui signifie guider ou aussi conduire. Et elle peut se traduire par l'action de développer un ensemble de connaissances et de valeurs morales, physiques, intellectuelles, scientifiques... considérées comme essentielles pour atteindre le niveau de culture souhaité¹. Elle permet d'accroître la productivité d'un individu, et, dans la même occasion, son revenu. Pour mieux comprendre le sens de ce mot, nous allons voir la perception de l'éducation selon certains auteurs.

Pour Olivier Reboul, philosophe², l'éducation est une action exercée sur autrui pour développer ses facultés physiques, intellectuelles et morales, ainsi que son caractère. C'est l'ensemble des moyens qui contribuent à façonner un être. Et c'est à travers l'éducation que la société fait partager les valeurs qu'elle privilégie, c'est-à-dire sa culture et ses connaissances.

D'après Henry Bordeaux³, homme de loi français (1870-1963) l'éducation n'est, en somme, que l'art de révéler à l'être humain le sens intime qu'il doit gouverner sur ses actes, préparer l'emploi de ses énergies et lui communiquer le goût et la force de vivre pleinement.

¹ Bezbakh Pierre, « Dictionnaire de l'économie », Larousse, 2003

² Olivier Reboul, « *philosophie de l'éducation* », 1971

³ Henry bordeaux, « les pierres du foyer », 1918

Pour Nelson Mandela : « L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde » il affirme également qu'il est possible qu'un individu sort de l'état de pauvreté grâce notamment à l'éducation ou en d'autres mots grâce à l'acquisition de connaissance et de compétence, d'utiliser ces acquis pour accroître ces gains et aussi d'améliorer sa condition de vie.

Adam SMITH dans son analyse de la notion du capital humain, considère que les qualifications que possèdent les individus sont des éléments déterminant le progrès économique. Selon l'auteur, ces qualifications ou aptitudes ont été acquises par les individus par l'éducation familiale, les études et l'apprentissage. Il affirme également qu'à part les avantages financiers, il existe des bénéfices directs et indirects dans l'investissement du capital humain. On peut donc en déduire avec cette définition que le capital est produit grâce à l'éducation.⁴

2. Les acteurs principaux dans l'éducation et le développement :

Le but de cette analyse est d'identifier les principaux acteurs qui participent à l'amélioration de l'éducation, d'analyser quels sont leurs rôles respectifs pour pouvoir apporter une amélioration et rendre l'éducation un pilier du développement.

Tout d'abord, le premier à jouer un rôle important dans l'éducation est chaque individu. Pour que l'éducation puisse soutenir le développement d'un pays il faut que chacun soit conscient du bienfait de l'éducation. En effet, l'éducation est l'une des facteurs qui façonnent le caractère d'un individu que ce soit au niveau mental, culturel, intellectuel et même physique. C'est grâce à l'acquisition de connaissance, de savoir-faire et d'expérience qu'un individu peut améliorer sa productivité ainsi que ses gains pour pouvoir vivre sa vie tel qu'il le désire. L'éducation permet également à celui-ci de mieux s'adapter au changement des moyens de production, au changement environnemental, etc...

L'Etat joue également un rôle dans l'éducation et le développement de son pays. C'est à travers l'amélioration du système éducatif ainsi que des politiques éducatives qu'il entreprend que l'Etat peuvent améliorer la qualité de l'éducation. Il doit aussi veiller sur la

⁴ Adam Smith " An inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations" ,1976.

qualité des infrastructures scolaires et sur la qualité des enseignants pour que les élèves puissent en bénéficier et apprendre dans les meilleures conditions possibles. L'Etat doit également offrir une éducation de qualité aux citoyens mais également de faciliter l'accès de chaque enfant dans le système.

L'enseignant joue aussi un rôle très important car il transmet aux générations futures les connaissances permettant à ces derniers d'améliorer les conditions actuelles du pays. Ils ont également l'obligation de faire évoluer les pratiques enseignants tout en tenant compte des besoins sociaux, technologiques et économiques afin de leur permettre à mieux s'adapter aux éventuels changements pour être le plus efficace possible dans la transmission de ses savoirs. Il est donc important que chaque enseignant dispose de compétence nécessaire pour pouvoir occuper ce poste car l'avenir de leur pays est entre leur main.

Les parents sont aussi l'un des acteurs principaux de l'éducation doivent subvenir aux dépenses liés à l'éducation de leurs enfants et également de veiller sur eux afin qu'ils puissent réussir. Ils exercent plus d'influence sur la décision que leurs enfants doivent suivre, de leur donner le courage de poursuivre leurs études mais aussi de leur transmettre certaines valeurs.

Certaines institutions internationales jouent un rôle influant sur l'éducation et le développement d'un pays. Notamment la Banque Mondiale, elles peuvent influencer la politique éducative d'un pays dû au fait qu'elle est habilitée à permettre un allègement conditionnel de la dette d'un pays. L'adoption d'un système éducatif par rapport au besoin de la société, en tenant compte des contraintes posées par la Banque Mondiale pourraient donc être bénéfiques pour le pays. Il existe aussi des ONG qui œuvrent dans le domaine humanitaire et contribuent à l'amélioration de l'éducation dans certaines régions reculées. Les autorités de déperdition scolaire doivent donc soutenir ces organisations afin de réduire rapidement le taux d'analphabétisation ainsi que le taux de déperdition scolaire.

Section 2: Lien entre éducation et développement économique:

1. définitions de quelques concepts clés:

❖ Capital humain :

Le capital humain est un concept apparu vers la fin des années 1950 grâce aux travaux de Theodore Schultz (Prix Nobel 1979), de Gary Becker (Prix Nobel 1992) et de Jacob Mincer. C'est un facteur clé contribuant dans la croissance économique grâce notamment à l'acquisition de compétence par le biais du système d'enseignement. Il contribue également au développement du pays par le biais de la qualité de sa force de travail.

Pour Gary Becker dans son ouvrage « *Human capital* », 1964, le capital humain est une dépense qu'on fait pour soi-même, afin d'améliorer sa propre productivité (ou capacité à produire). On peut faire des dépenses pour améliorer sa condition de vie : se soigner, se former, éduquer les enfants, financer un voyage pour travailler ailleurs, ... Généralement elles sont considérées comme des dépenses en capitale humain ; mais selon l'auteur il s'agit d'un investissement en capital humain et qui est supposé exercer des effets durables.⁵

La définition recueillie sur le site *Ses.Weclass.fr*, un site universitaire, qualifie le capital humain comme l'ensemble de capacité à produire d'un individu. Ces capacités sont liées notamment à son état de santé et de savoir. En effet, un individu en bonne santé est capable de travailler plus et d'être plus efficace qu'un individu malade ; de plus un individu ayant des expériences dans le domaine sera plus efficace.

❖ Productivité :

Du point de vue de la science économique, la productivité est le rapport entre une production de bien ou de service et des moyens nécessaire pour sa réalisation (humain, énergie, machine, matières premières, capital, etc...). Elle mesure l'efficacité avec laquelle une économie utilise les ressources dont elle dispose pour produire un bien.

⁵ Becker « *Human Capital, a theoretical and empirical Analysis, Third Edition, The university of Chicago press* », 1993

La productivité peut se mesurer par le rapport entre la production réalisée et la quantité de travail utilisée. La quantité de travail, quant à elle, peut se mesurer par le nombre de travailleur. On obtient alors la productivité par tête. Cette formule prend en compte la capacité, la qualité de travail ainsi que la vitesse de réalisation qu'un individu possède. Elle est aussi liée de manière étroite avec les connaissances, les expériences, ainsi que les savoirs faire d'un individu.

❖ Rentabilité :

On confond souvent la rentabilité et la productivité. La rentabilité est le gain ou le profit qu'on a acquis grâce à la production d'un bien ou d'un service. Elle est calculée par la différence entre la valeur réalisée par la production d'un bien et les dépenses qu'y sont rattachées. Accroître la productivité amène souvent à l'augmentation du profit. Cependant il existe certaines activités qui ne demandent pas beaucoup de capacité de production mais qui sont plus rentables que d'autres activités. Ceci est souvent remarqué dans le domaine de la production de service. En peut donc en déduire que l'amélioration de la productivité n'amène pas systématiquement à l'augmentation de la rentabilité.

-Rendement privé et rendement social: Ce sont les bénéfices économiques individuels et sociaux perçus par la production d'un bien ou d'un service. Elle peut prendre diverses formes (salaire, reconnaissance sociale, bien-être, croissance économique, etc...) L'éducation est rentable dès lors que le taux de rentabilité de l'éducation (bénéfice) est supérieur aux coûts engendrés par l'investissement éducatif.

-Rendement globale : Pour mesurer globalement la rentabilité de l'éducation, on peut utiliser un indicateur synthétique : le PIB ou Produit Intérieur Brut. Cet indicateur permet d'estimer le lien entre l'effort éducatif d'un pays et son niveau de richesse. On peut donc en déduire que le taux de croissance économique d'un pays à un lien direct avec le taux de scolarisation. Et c'est sur ce principe que repose la théorie du capital humain, car l'éducation, grâce aux aptitudes qu'elle développe, permet à chacun d'accroître leur productivité ainsi que leur revenu.

❖ Développement économique :

Le développement économique est souvent confondu avec la croissance et cela même au sein des économistes. Cependant cette dernières se traduit par un accroissement des revenus par tête au cours du temps tandis que le développement ne se limite pas seulement sur une augmentation quantitative du revenu par tête, il se traduit aussi par l'amélioration du niveau de vie et du bien-être de chacun : alimentation saine et équilibrée, accès à l'éducation, accès à des établissements sanitaire de qualité, sécurité sociale, etc.... Toutefois il faut savoir qu'on doit passer par la croissance économique pour pouvoir atteindre le développement, confondre les deux concepts n'est donc pas un péché mortel.

Pour François Pérou, le développement est « une combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit intérieur brut réel ». Cette théorie montre que chacun peut œuvrer au bien être de la population par le passage d'un ensemble d'institutions archaïques à des institutions modernes.

2. Théorie sur le capital humain et la croissance économique

Théodore Schultz est l'un des premiers économistes qui s'est intéressé à l'importance du capital humain dans l'économie. Dans son article paru en 1950 « Investment in man : an Economist's view» il insiste en particulier sur l'importance du secteur agricole pour se développer et donne une place clé au capital humain. Il voit, dans la formation et l'éducation, un moyen essentiel pour améliorer la productivité et aussi le revenu agricole. Schultz s'intéresse également à la mesure du capital humain en se concentrant sur la qualité du facteur travail, à savoir : « l'habileté, le savoir et toutes les capacités permettant d'améliorer la productivité du capital humain ».⁶

Gary Becker a repris les travaux de Schultz en 1964 et affirme que les dépenses que chacun fait pour s'améliorer n'est autre que des investissements qui ont pour but d'accroître ses connaissances et ses compétences et pour pouvoir augmenter sa productivité ainsi que son

⁶ T.W. Schultz, « Il n'est de richesse que d'hommes, *Investissement humain et qualité de la population, tendances actuelles* », 1983

gain. Becker s'intéresse plus précisément à la causalité « éducation-productivité-gain » et montre dans son ouvrage « *Human Capital* » que l'éducation a un effet positif sur l'amélioration de la productivité de chacun et aussi lui permet de pouvoir s'adapter facilement au changement perspective : nouvelle technologie, nouveau technique de production, nouvel environnement,

...

Pour les Néoclassiques, il existe une liaison positive entre productivité et gain. Selon eux, il existe une concurrence assez importante dans les marchés des biens et du travail. Et de ce fait la maximisation de leur profit requiert donc une qualification de la qualité de la main d'œuvre. Ils affirment également que chaque individu est rémunéré selon son travail marginal mais aussi que les travailleurs qui sont les mieux éduqués font partie de ceux qui sont les mieux payés. Si on se fie à cette théorie, il est donc possible pour chacun d'améliorer son niveau de vie en augmentant son revenu par le biais de l'éducation.

Cependant il existe une limite entre l'éducation, la productivité et le gain. Ceci concerne notamment la dépense d'investissement en éducation et sa rentabilité. Pour Mingat (1982), un enseignant à l'université de Bourgogne, on devrait prendre un modèle qui prend en compte le risque d'échec car celui-ci augmente le coût de l'éducation. Selon l'auteur, un individu compare le coût des études au rendement anticipé du diplôme par le risque de ne pas l'obtenir ; et l'individu prend la décision de s'engager dans une étude s'il juge significative sa chance de réussir. Selon lui, la classe sociale de l'individu joue également un rôle important dans la prise de cette décision.⁷

Levy Garboua (1979), un économiste français, montre un modèle prenant en compte la dépense de formation et le coût d'opportunité. Selon lui, la demande d'éducation résulte d'un comportement d'arbitrage de l'individu entre les avantages futurs liés à la réussite et les avantages présents liés aux activités rémunérées permettant d'accroître la consommation présente. Dès son jeune âge, surtout dans les familles pauvres et dans les classes moyennes, si l'individu constate une possibilité de dégradation des avantages futurs, alors celui-ci réduira son temps d'étude et cherche à améliorer ses avantages du présent. Et ceci est un cas très fréquent à Madagascar surtout dans les familles pauvres.⁸

⁷ Mingat-Bruxelles, *De Boek Université*, « *Pédagogie en développement* », 2000

⁸ Levy Garboua et Jean Claude Eicher –Paris : *Economica*, « *Economie de l'Education* », 1979, p43-46

Dans le prochain chapitre nous allons essayer d'analyser l'impact qu'a l'éducation dans le développement économique mais également de savoir comment l'éducation peut œuvrer à l'amélioration de la qualité de la société et le développement individuel de la population.

Chapitre 2 : L'importance de l'éducation dans le développement.

Dans ce chapitre nous allons voir le rôle que joue l'éducation sur le développement d'un pays surtout pour les pays pauvres tel que Madagascar puis nous allons analyser le cas du Portugal qui autre fois a connu des crises économiques et qui a pu s'y remédier grâce notamment à l'amélioration de l'éducation et la qualité de son capital humain.

Section 3 : Impact de l'éducation dans le développement.

1. Bienfait de l'éducation pour l'individu.

L'accroissement et disponibilité monétaire est l'une des principales causes qui incite la majorité des individus à continuer et à terminer leurs études à leur terme. En effet, on peut accroître notre revenu grâce à l'éducation, elle permet aussi à l'individu de mieux gérer ses revenus et d'augmenter ses épargnes pour une utilisation ultérieure ou pour l'utiliser afin de satisfaire certains besoins tels que le loisir, l'habillement, etc...

Grâce à l'éducation on peut facilement améliorer certaines conditions de vie, notamment la santé. Cela est constaté dans les zones rurales et surtout concernant la fécondité des jeunes filles. En effet, dans les zones reculées dans les pays pauvres tel que la nôtre, l'éducation a pu contribuer à améliorer les conditions sanitaires des jeunes filles surtout concernant la prévention d'une grossesse non désirée par l'enseignement des méthodes contraceptives. De plus, cela permet aux jeunes d'augmenter leur chance de pouvoir finir leurs études à leur terme.

L'un des problèmes de base qui empêche un pays de se développer est également la pauvreté chronique. En d'autres mots, la pauvreté est un état qui est possible de se transmettre de génération en génération. Un individu peut succéder à la misère de son chef de famille si ce dernier, par faute de moyen, n'a pas pu aller à l'école et qui n'a pas non plus réussi à envoyer son enfant à l'école. De ce fait, une perspective d'améliorer son revenu par l'augmentation de sa productivité est assez faible. Pour empêcher cet état de pauvreté de se transmettre, il est donc primordiale de considérer l'éducation comme un moyen qui permettrait à un individu

d'augmenter sa compétence et son savoir et qui d'autant plus a un effet positif sur sa productivité.

L'éducation permet l'acquisition des connaissances de base pour en faire bon usage dans la vie courante, professionnelle ou encore dans l'amélioration de sa productivité. Ceci est très remarquable dans le secteur informel car un individu qui a acquis de connaissance est capable de produire plus et de mieux s'adapter à un éventuel changement de l'environnement où il se trouve. Par exemple, un commerçant peut chercher à élargir sa clientèle grâce notamment à la connaissance qu'il a acquise. Il peut faire usage par exemple de la technologie de l'information pour rendre cela possible, telles que les ventes en ligne. De plus à nos jours, l'usage des réseaux sociaux est très courant que ce soit chez les jeunes ou chez les adultes. Ce qui lui est très avantageux car il peut toucher bon nombre de gens de tout âge, des deux sexes et également tous les groupes sociales.

Il apporte également une sécurité alimentaire pour l'individu. En effet, avec l'augmentation du revenu il peut subvenir à ses besoins surtout au niveau alimentaire et il peut également jouir d'une alimentation saine et équilibrée grâce aux connaissances qu'il a acquises sur ce sujet. Ceci pourra être avantageux pour ceux qui vivent dans les zones rurales surtout à Madagascar car on peut par exemple faire des formations d'accompagnement de mise en œuvre d'une politique visant à faire assurer l'autonomie dans l'autosuffisance alimentaire dans ces zones en utilisant et en équilibrant l'alimentation selon les produits disponibles.

2. Bienfait de l'éducation pour la société.

L'innovation, c'est l'une des grandes divergences qui existe entre les pays pauvres et les pays riches. Et c'est l'une des principales préoccupations des théoriciens de la croissance endogène tels que Robert Barro, Paul Römer ou encore Robert E. Lucas. Effectivement dans les pays en développement, l'amélioration des techniques de production, de gestion, technologique,... ne cesse d'avancer notamment grâce à des chercheurs qualifiés et qui contribue au développement de leur pays. Tandis que dans les pays pauvres, les techniques traditionnelles sont en perpétuelles utilisation par manque main d'œuvre apte à faire des recherches pour analyser la situation de leur pays et d'y apportée une amélioration sur les failles et les blocages qui empêchent le développement d'accélérer.

L'éducation permet également de réduire le taux de délinquance juvénile qui est souvent très élevé dans les pays pauvres, car due au manque d'occupation et d'éducation les jeunes ont plus de chance de se tourner vers divers délits. Et cela augmente le taux de criminalité et réduit ainsi la sécurité et empêche chacun de vivre pleinement sa vie telle qu'il le souhaite. Pour qu'un pays espère offrir un développement à sa nation, la prise en charge de l'éducation des jeunes est donc primordiale. Et cela pourrait être possible par une solution que l'Etat doit apporter pour la facilité d'accès à l'éducation.

Il offre également une amélioration de la cohésion sociale. L'éducation est l'une des facteurs qui façonne le caractère de chacun que ce soit venant de la famille, de l'école ou même de la société. Elle permet par exemple d'améliorer le respect envers chacun, envers les biens publics ainsi que les biens d'autrui et ceci par la mise en place d'une stratégie de décence civile sous forme d'un contrat communautaire ou aussi « Dina ».

Il existe beaucoup d'autres avantages que l'éducation peut apporter à l'individu mais aussi à la société. Cependant cette partie ne nous sert pas à tous les connaître mais de nous donner un aperçu du rôle important que l'éducation joue dans le développement économique d'un pays pauvre. Nous allons maintenant au second chapitre et nous allons parler plus explicitement comment assurer le développement d'un pays.

Section 4 : Education, élément clé pour le développement : cas du Portugal.

Pour mieux comprendre le rôle que joue l'éducation dans le développement d'un pays et pour comprendre comment un pays peut rendre l'éducation comme un des piliers de développement, prenons l'exemple du Portugal qui était autre fois un pays qui a connu des grandes crises économiques et qui a réussi à y remédier notamment grâce à la mise en place d'une politique d'éducation rigoureuse et efficace.

1. Situation du Portugal avant la réforme.

Dans les années 60, le Portugal a connu diverses crises qui se sont succédées et qui sont généralisées presque dans tous les secteurs et qui la place à la dernière liste des pays de l'OCDE. Il faut que le Portugal réduise son retard vis-à-vis des autres pays surtout en termes de capital humain qui s'est réellement détériorer. Pour relancer le processus de rattrapage il faut donc que le Portugal augmente sa productivité en améliorant la qualité de son capital humain. En effet, ce pays a été sérieusement handicapé par une situation initiale très défavorable en termes de niveau d'instruction et d'alphabétisation de sa population. Au milieu des années 60, un cinquième des personnes de 15 à 64 ans étaient illettrées et moins de 5% avaient achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Néanmoins, des efforts ont été déployés pour offrir à tous les portugais l'accès à l'éducation et qui a abouti à une augmentation rapide du taux de scolarisation. Mais malgré les progrès accomplis la proportion d'enfant qui quitte l'école a augmenté et cela avant de finir le second cycle. Et cette forte proportion d'élève qui sort prématurément du système éducatif est un gros problème car ils n'ont aucune qualification.

Ce non qualification du capital humain s'avère très défavorable pour le Portugal car il devient un obstacle majeur à une croissance plus soutenue. Et ceci risque de freiner l'ajustement nécessaire vers une production à plus forte valeur ajoutée. Cela risque aussi de se léguer à la génération future car les parents, qui souvent n'ont pas fait d'études et sont pauvres, et dont les enfants auront du mal à se projeter dans l'avenir et à percevoir les avantages à long terme que peut procurer les études, ne voient que la facilité d'accès au marché du travail. Or leur faculté de production est très faible. D'autant plus que les inégalités sociales s'agrandissent de plus en plus et qui sont principalement dues aux différences de niveau d'instruction entre parents et enfants. Aussi, les enfants ont tendance à quitter l'école prématurément, obtiennent des résultats médiocres et ont relativement peu de chances à accéder à un statut socioéconomique plus élevé.

Un système éducatif efficace devrait néanmoins permettre de limiter cette répétition de niveau d'instruction insuffisant d'une génération à la suivante et favoriser la mobilité intergénérationnelle vers un statut socioéconomique plus élevé. Si ce n'est pas le cas, le système ne permet pas de tirer pleinement parti des compétences potentielles des élèves appartenant à des milieux défavorisés. Et c'est là l'enjeu considérable pour le Portugal. Un problème est d'autant plus important que l'éducation va donc jouer un rôle crucial dans le

processus de développement du pays. Comme le Portugal se trouvait au départ dans une situation moins favorable, des efforts plus intenses doivent être donc mis en œuvre à cet égard. Et ces efforts devraient porter leurs fruits, puisqu'il est encore possible d'améliorer la qualité des services éducatifs, d'accélérer l'élévation du niveau d'études des générations successives des portugais mais aussi d'améliorer leur qualification professionnelle et dans la même occasion leur productivité. De ce fait, l'amélioration du système éducatif fait partie des priorités du gouvernement portugais.

2. Le processus de rattrapage du Portugal.

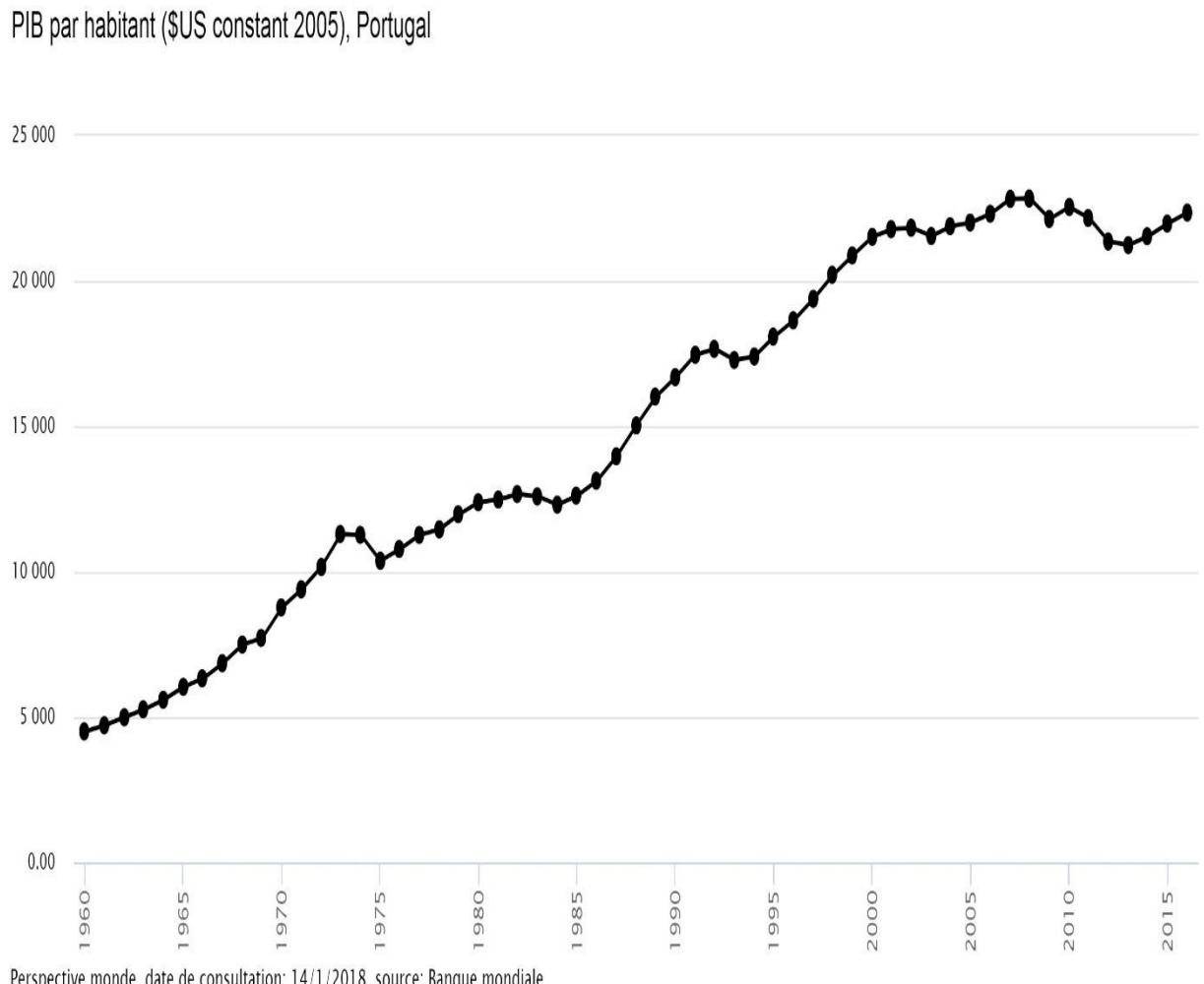
L'Etat Portugais a pris certaines mesures radicales afin d'accélérer le processus de rattrapage du pays vis-à-vis des pays de l'OCDE. Son objectif principal est d'accroître le taux de scolarisation. Pour y parvenir ils ont mis quelques lignes d'action tel que mettre en place un programme de réduction d'abandon scolaire dans l'enseignement de base, d'accroître le nombre de jeunes atteignant le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ceci notamment grâce à un système de suivi et de mis en place des classes de soutien pour les enfants en difficulté. Il y a aussi l'orientation de tous les cours de formation professionnelle initiale vers une double qualification (générale et professionnelle). Ils ont aussi développé le système d'information et d'orientation pour aider les étudiants à mieux faire leur choix sur leur futur carrière. Et ceci est soutenu par des stages qui sont offerts à chaque étudiant pour qu'ils se familiarisent le plus rapidement possible avec le domaine de leur choix, des stages issus de la coopération du ministère de l'éducation, du ministère du travail et de la sécurité sociale. Ils ont aussi mis en place un système de qualification des travailleurs qui consiste à veiller que les entreprises n'embauchent pas des jeunes de moins de 22ans qui n'ont pas fini leur second cycle. Ce système concerne aussi les adultes grâce au système de certification de la qualité. Des formations ont été offertes aux adultes de plus de 18ans ayant des instructions et de qualifications professionnelles peu élevées. Ceci a pour but de rendre plus productif les personnes qui ont quitté le système de l'éducation. Les formations étaient orientées selon les demandes dans le marché du travail.

Des mesures ont été aussi prises sur la gestion des dépenses concernant l'éducation. En effet, on a constaté que la plus grande partie des ressources est affectée aux

dépenses courantes et que la plus grande partie des dépenses courantes, dans l'enseignement primaire et secondaire, est représentée par les salaires des enseignants. La masse salariale représente 93.4% des dépenses totales (contre 74.4% en moyenne dans la zone de l'OCDE). De ce fait, les autres postes de dépenses essentiels pour la qualité de l'enseignement sont nettement inférieurs à la moyenne OCDE. Par conséquent, de nombreux établissements scolaires n'ont pas de laboratoire, n'ont pas suffisamment de matériels pédagogiques et que les conditions étaient défavorables pour améliorer la qualité de l'enseignement. Face à cette situation, des efforts considérables ont été consacrés pour pouvoir faire un meilleur usage des ressources disponibles et d'atteindre une meilleure qualité sans dépenser d'avantage. Un certain nombre d'établissements a été regroupé ou fermé dans les régions peu peuplées et à développer un système de transport pour les étudiants se trouvant dans des zones reculés. Les autorités s'efforçaient aussi de faire un usage plus efficience du personnel enseignant en réduisant le nombre de personnes qui n'enseignent qu'a temps réduit ou n'enseignent pas du tout, en accroissant aussi le nombre d'heure que les enseignants passent dans les établissements ce qui a permis de libérer des ressources pour créer des classe de soutien, d'affecté plus de ressources à l'amélioration des formations du personnel ainsi que l'amélioration des matériels pédagogiques.

Vers la fin de l'année 2010 le Portugal a connu une hausse fulgurante sur leur PIB grâce au fait que l'éducation a pu contribuer à l'amélioration de leur capital humain, ainsi que la productivité de celui-ci. On peut constater grâce à la figure ci-dessous l'activité économique du pays.

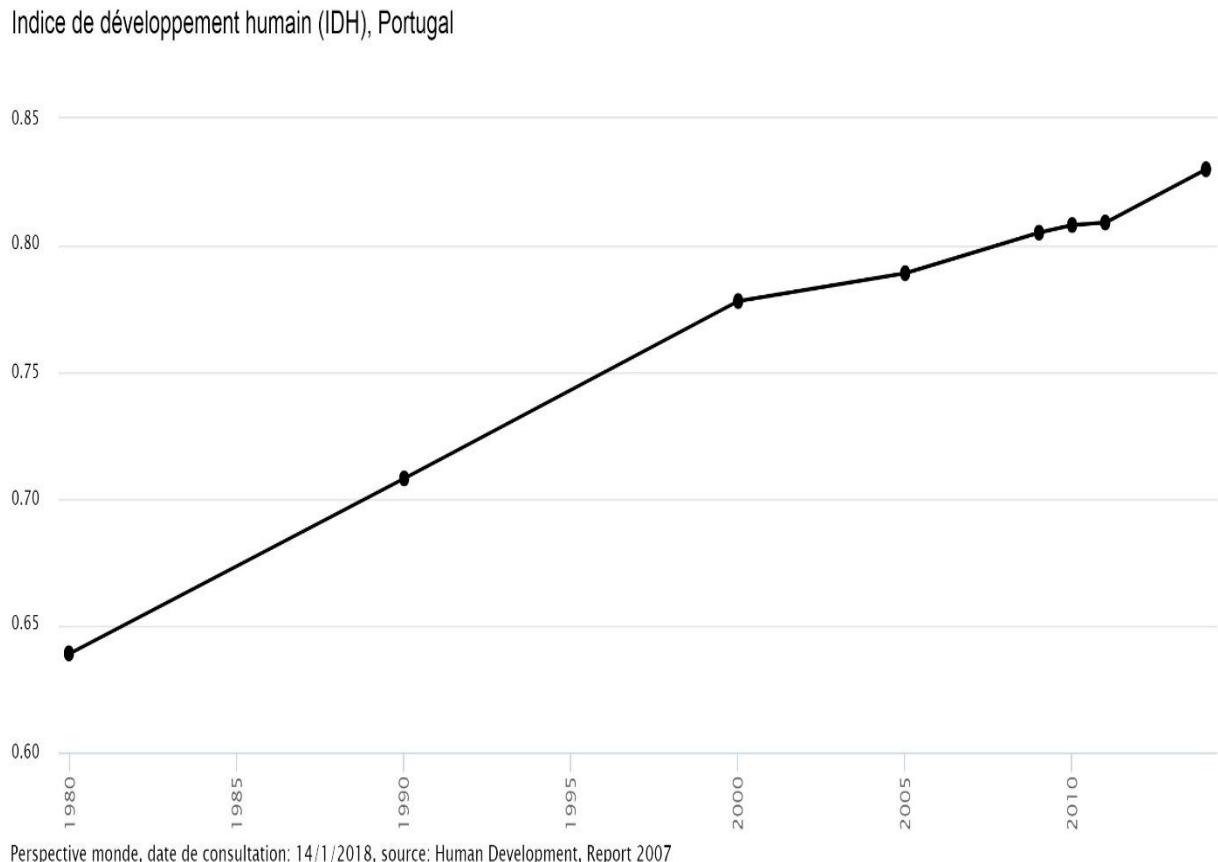
Figure 1: Evolution du PIB par habitant de 1960 à 2010



Source: Banque Mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/portugal>

Les mesures prises pour l'amélioration de l'éducation a permis également l'amélioration des conditions de vie pour les portugais, telle qu'une vie décente ou encore une amélioration de certains secteurs comme la santé ou en encore la sécurité publique. Et ce changement est constaté grâce à l'amélioration de l'IDH ou indicateur de développement humain du pays, qui est l'un des facteurs qui montre le niveau de développement d'un pays. Comme nous le montre la figure 2 ci-dessous, l'IDH a augmenté en flèche surtout à la mise en place de la réforme de 1980 à 2000 soit une augmentation de 77%.

Figure 2: Evolution de l'IDH du Portugal



Source : Banque Mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/portugal>

On peut donc tirer quelque leçon sur ce qui s'est passé en Portugal pour pouvoir améliorer notre situation que ce soit au niveau du système éducatif ou sur la politique générale que notre Etat doit adopter pour améliorer la qualité de notre éducation. Cependant, calquer un système éducatif ainsi que les mesures prises qu'un pays a adoptées et qui étaient efficaces pour eux n'est pas la solution idéale. En effet, la situation que le Portugal a connu est différente de la nôtre actuellement que ce soit au niveau économique, financière, politique et même au niveau des ressources disponibles. Il est donc primordial tout d'abord d'analyser la situation actuelle de notre pays, de mettre un accent sur les mesures que notre gouvernement a déjà mis en œuvre ainsi que les résultats obtenus. On doit également étudier les causes de certains problèmes qui empêchent notre éducation d'être un pilier pour le développement. Et c'est là qu'on peut adopter certaines mesures que le Portugal a utilisées et qui pourraient nous être utile. Dans ce qui suit, nous allons analyser tout cela et d'essayer d'apporter quelques solutions pour remédier aux problèmes.

Partie 2 : L'éducation, élément clé pour accélérer le développement de Madagascar

Un dicton malgache disait : « *Ny fianarana no lova tsara indrindra* » qui signifie que c'est l'éducation qui est l'héritage le plus précieux. C'est avec ces mots que nous allons commencer à analyser la contribution que l'éducation peut apporter pour pouvoir sortir notre pays de la pauvreté. Comme on a constaté dans la première partie, l'éducation a un rôle très important dans le processus de développement d'un pays. Il est d'autant plus vrai qu'à part les pays pétroliers, qui ont connu leur développement grâce au commerce extérieur, aucun autre pays n'a pu développer son pays sans se soucier de la qualité de son éducation car celle-ci a un impact direct sur sa productivité. Et pour pouvoir apporter des solutions pour notre cas, nous allons analyser la situation actuelle de l'éducation dans notre pays.

Dans cette partie, notre analyse se basera sur la situation réelle de l'éducation à Madagascar mais aussi de son impact sur le développement jusqu'à présent. Nous essayerons aussi d'élucider les problèmes qui empêchent l'éducation d'être un pilier du développement pour notre pays.

Chapitre 3 : Réalité de Madagascar

Pour pouvoir mieux comprendre les problèmes que l'éducation rencontre dans notre pays, il est important de savoir dans quelle situation elle se trouve actuellement. Ce chapitre nous aidera à mieux cerner les problèmes mais aussi de savoir quelles sont les routes que l'éducation a prises dans notre pays pour arriver dans la situation où elle se trouve en ce moment.

Section 5 : l'éducation à Madagascar.

Pour pouvoir mieux comprendre le système éducatif malgache il est important de savoir son origine mais aussi de savoir de quelle manière elle a évolué dans notre pays. D'autant plus que pour pouvoir forger un avenir il faut apprendre les erreurs du passé. Notre système éducatif a été influencé par l'histoire de notre pays, il est donc plus logique de l'analyser selon ce concept.

1. Evolution de l'éducation à Madagascar : avant la malgachisation.

L'école est née vers le début du XIXème siècle à Madagascar grâce notamment à l'arrivée des envoyés de la *London Missionary Society* qui ont eu pour but de repandre la religion Chrétienne mais aussi de nous apprendre une nouvelle technique de production. Et après, durant l'ère coloniale, l'institution scolaire a été créée et est réorganisée par les colons de façon à constituer un instrument de domination coloniale qui s'étendait dans tous les secteurs d'activités : politiques, économiques et socioculturelles. A cette époque, le système d'enseignement était calqué avec celui de la France : les mêmes programmes scolaire, les mêmes matières et la langue d'enseignement était le français. Et durant cette période coloniale, le nombre d'échec scolaire chez les jeunes malgaches était très important à cause de ce système qui nous a été imposé. Étant colonisé le peuple malgache n'avait guère le choix que de l'accepter. Mais ce système n'a duré seulement que jusqu'à la fin de la Première République.

Après l'obtention de l'indépendance en 1960, le système était encore le même que dans l'ère où nous étions colonisé. Cependant il était plus impératif de tout reconstruire en fonction des réalités nouvelles du pays et de l'adapter selon les besoins du pays. L'un des principaux problèmes que les étudiants malgaches ont rencontrés était que pour eux l'effort à fournir devrait être doublé pour pouvoir comprendre les matières scolaires : ces efforts étaient de comprendre la langue d'enseignement des matières mais aussi de retenir les matières enseignées. Et par conséquent, les plus doués réussissaient, les moins doués avaient beaucoup de difficultés et le reste était perdu dès le départ. Pour cela, afin d'y remédier, des réformes radicales avaient été prises par les enseignants malgaches ainsi que par d'autres personnalités importantes qui étaient concernées et cela dans le but de résoudre l'échec scolaire à grande échelle. Mais le but principal était aussi d'abolir tout forme de domination coloniale encore présent en cette époque ; et la langue d'enseignement ainsi que le système éducatif en faisait partie. D'autant plus qu'à cette époque la langue française était considérée comme l'instrument par excellence de lavage de cerveau et de destruction de l'identité culturelle malgache. Et vers l'année 1972 la décision de mettre la langue d'enseignement en malgache était mise en œuvre.

Cependant, cette réforme empiétait la qualité de l'enseignement malgache ainsi que la performance des élèves. L'impact était très défavorable pour les étudiants surtout ceux qui ont eu l'ambition de poursuivre leur études à l'université. En effet, la langue d'enseignement universitaire était encore en français et à cause de cela beaucoup sont ceux qui ont eu du mal à poursuivre leurs études par faute de la non maîtrise de la langue française. Et cela s'ajoute au fait que la malgachisation n'était pas acceptée par tout le monde et nombreuses étaient les écoles qui ont dispensé leur enseignement en français (ceci concernait plus précisément les écoles privées). A l'université le niveau entre les élèves issus des établissements privés, où on continuait à enseigner en français, et les élèves issus des établissements publics était complètement différent et l'écart était très grand de sorte que la majeure partie des élèves qui ont terminé leur études universitaire à leur terme était issus des écoles privées.

2. L'éducation à Madagascar : après la malgachisation

Pour pouvoir sortir l'éducation malgache dans le gouffre où il se trouvait, il a fallu tout réorganiser et tout remettre en question que ce soit sur le plan administratif ou sur le plan pédagogique. Tout d'abord une nouvelle configuration administrative et territoriale avait été planifiée et mise en œuvre. Ceci consistait à diviser le territoire malgache en 22 régions

et différents niveaux de prise de décision ont été définis dans le but de mieux mettre en cohérence les actions : le président de la république détermine en conseil de ministres la politique générale de l'Etat, les ministères chargés de l'éducation, de l'enseignement et de la formation ont pour rôle de mettre en œuvre la politique nationale. Dans chaque région un directeur régional est nommé et à sa disposition des chefs de circonscription scolaire et c'est de leur autorité que relève tous ceux qui assurent la gestion des établissements et des écoles grâce à la collaboration de différents partenaires. On peut citer par exemple les *fikambanan'ny ray aman-drenin'ny mpianatra* ou aussi FRAM qui est une association des parents d'élèves. Au niveau de la politique de l'Etat, l'axe prioritaire était d'assurer une sécurité sociale et humanitaire pour tout le peuple malgache. Et pour cela le ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique a pour tâche d'assurer à tous les malgaches une éducation de qualité. Et l'éducation de base a été la plus prise en charge, cela se reflétait même dans la répartition des dépenses en éducation, car celle-ci est considérée comme étant la base qui définit la performance future de l'étudiant.

Pour pouvoir mieux gérer l'éducation de base et pour plus d'efficacité, l'enseignement primaire a été restructuré en deux niveaux. Le premier est l'enseignement fondamental ou EF1 correspondant à une scolarité obligatoire de cinq années (primaire). Puis il y a l'enseignement fondamental niveau 2 ou EF2 qui dure quatre ans (collège). En ce qui concerne l'enseignement secondaire (lycée) elle s'étale sur trois ans avec des options au choix dès la deuxième année du lycée : 1ere A qui est plus littéraire, 1ere D ou 1ere C qui sont plus scientifiques et ses options sont à poursuivre jusqu'à la dernière année du lycée (terminale).

Grace à toutes ces réformes mises en place, la qualité de l'éducation ainsi que la performance des élèves étaient en hausse. Et cela se reflétait par la diminution du taux de redoublement, du taux d'abandon scolaire et une hausse du taux de réussite aux examens nationaux. Cependant, les chiffres concernant l'échec scolaire étaient encore très élevés malgré cette diminution. Niveau efficacité les réformes qui ont été prises étaient efficace mais l'objectif était encore d'améliorer les résultats. Pour cela des stratégies sont mis en place pour améliorer l'éducation telle que la construction de nouveaux établissements scolaires pour l'EF1 et l'EF2 dans tout le pays afin que les élèves aient des conditions favorables pour mieux étudier mais aussi pour que tous les enfants malgaches puissent aller à l'école. Et cela est également accompagné par des recrutements du personnel d'enseignant. Et pour s'assurer qu'ils aient la capacité adéquate des formations qui leur ont été offertes pour qu'ils puissent être beaucoup

plus efficaces. En effet, pour s'assurer que la qualité de l'éducation soit beaucoup plus élevée la formation des enseignants était la stratégie principale du gouvernement. Cette formation concernait surtout ceux dans les écoles primaires. De plus, ces personnels sont invités à passer des examens pour évaluer leur aptitude et sont dispensés d'un diplôme professionnel appelé CAP/EP ou certificat d'aptitude pédagogique dans les écoles primaires. Cet examen concerne à la fois ceux des écoles publics ainsi que ceux des écoles privées vue l'expansion à grande vitesse du nombre d'écoles privées dans notre pays. Concernant l'enseignement supérieur une stratégie de mise en place d'un nouveau système est en cours et pourrait améliorer la qualité de l'enseignement universitaire, ce système est le LMD (licence-master-doctorat). Actuellement, presque tous les départements présents au sein de chaque université de Madagascar utilisent tous ce système.

Section 6 : Politique éducatif mise en place et ses impacts

Dans cette section, nous allons parler des politiques éducatifs que l'Etat malgache a déjà mis en place jusqu'à maintenant. Ceci nous permet de comprendre l'importance des actions que le gouvernement a prises pour améliorer le secteur éducatif. Puis nous allons analyser ses impacts ainsi que la situation actuelle à Madagascar grâce à l'analyse de certains indicateurs.

1. Politique éducatif mis en œuvre.

De 1975 jusqu'au début des années 1990, la Loi 78-040 préconisant la décentralisation, la démocratisation et la malgachisation a été promulguée. Grace à cela, le secteur éducatif avait connu une multiplication des institutions d'éducation et de formation. Ceci a également augmenté les effectifs des élèves dans les enseignements de base et dans les enseignements secondaires et par la même occasion l'augmentation du nombre de nouvelles infrastructures scolaire. Au niveau du système éducatif, il y a eu un changement dans les contenus des cours, sur la transmission des savoirs et sur la formation des enseignants. Mais faute de ressource financière cette réforme n'a pas pu être capitalisée de manière pérenne. De plus, la situation économique de Madagascar était encore dans un état critique car le taux de croissance économique était inférieur à l'accroissement de la population qui était de 2,7% par an. On a aussi constaté une baisse sur les dépenses publiques dans le secteur éducatif, soit 3% du PIB au début des années 90 à 1,8% du PIB vers la fin de l'année 1995. Ce qui a causé la

fermeture de plusieurs écoles primaires faute de manque d'entretien adéquat, ce qui a augmenté le taux des enfants non scolarisés.

Et pour remédier à ces problèmes, une nouvelle réforme du système éducatif a été mise en place. Celle-ci est constituée par la promulgation de la Loi 94-033 portant sur l'orientation générale du système éducatif et de formation à Madagascar d'où le programme national pour l'amélioration de l'enseignement ou PNAE qui s'est déroulé en deux étapes. Le but principal du PNAE a été de redynamiser le système éducatif en déterminant les moyens d'atteindre les finalités et les objectifs. Ce programme vise à renforcer les aptitudes en matière d'administration, de planification et de suivi. Il cherche aussi à améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux, à améliorer la gestion du système éducatif et de formation professionnel. Il met également en place une politique qui vise à améliorer et à développer la facilité d'accès à l'éducation pour tous mais aussi à renforcer la capacité des enseignants dans l'éducation de base et dans l'enseignement supérieur. Ce pendant ce système a eu un résultat insatisfaisant due à sa faible degré d'efficacité, un redoublement trop fréquent chez les élèves et une gestion peu cohérente au niveau des ressources et des acteurs concernés.

Puis en 1992, en conformité avec la déclaration de la Banque Mondiale comme quoi l'éducation est un moyen pour développer les facultés personnelles de l'enfant, l'EPT ou « l'Education Pour Tous » a été mis place à Madagascar. Ce plan consiste à faciliter l'accès à l'éducation à chaque citoyen, d'augmenter le taux d'alphabétisation, d'assurer l'éducation primaire et universelle de qualité d'ici 2015 mais également d'assurer tous les aspects qualitatifs de l'éducation. Ceci est accompagné de l'AGEPA ou aussi « Amélioration de la Gestion de l'Education dans les Pays Africains ». Pour Madagascar la démarche de l'AGEPA était la mise en place d'une constitution d'un groupe de travail restreint au niveau du MENRS (Ministère de l'Education National et de la Recherche Scientifique). La tâche prioritaire était non seulement la cohésion des actions entreprises mais également le suivi des acteurs de l'éducation tel que les élèves, les enseignants, les directeurs d'école, les chefs ZAP, les chefs CISCO,.... Et ceci grâce à la définition des tâches et instruments pour chaque acteur, d'une présentation des processus de suivi et contrôle entre acteurs. Prenons un exemple de travail réalisé par le biais de l'AGEPA Madagascar.

Objectif : augmentation du temps d'apprentissage.

Acteurs	Taches	Outils
Enseignant	Contrôler la présence des élèves, identifier les motifs d'absence et d'y remédier	Registre d'appel
Directeur école	Contrôle de la présence des enseignants et des élèves	Tableau récapitulatif des absences mensuelles des élèves ainsi que des enseignants.
Chef ZAP	Evaluer les directeurs d'école (gestion des personnels enseignants et des élèves)	Fiche de contrôle et soutien pédagogique. Fiche d'évaluation des directeurs d'école
Chef CISCO	Mise en place des règles pour les délais des routes pour les salaires (réduction du temps d'absence des enseignants)	Fiche récapitulative des délais de route par ZAP pour la perception des salaires

Sources : MENRS Madagascar, atelier AGEPA, 15 novembre 2004.

Depuis la mise en place du Plan National EPT, ainsi que l'AGEPA, on a constaté une amélioration surtout dans le cycle primaire : le niveau du taux net de scolarisation a augmenté soit de 82,2% à 96,8% entre 2003 et 2004. La proportion de redoublement est passée de 18,3% en 2004-2005 à 2005-2006 et le taux d'achèvement était de 57% en 2005-2006 contre 60% pour l'année 2006-2007. Ceci est accompagné d'une augmentation graduelle du budget de fonctionnement destiné à la formation continue de tous les enseignants jusqu'à 10% de leur masse salariale annuelle.

Ce plan national EPT a été renforcé par la mise en place de « Madagascar Action Plan » ou MAP incluant huit engagements dont la transformation de l'éducation. Elle a pour objectif de faire en sorte que le système éducatif malgache suit les normes internationales en termes de qualité et d'efficacité afin de fournir à notre pays les ressources humaines nécessaires

pour devenir une nation compétitive et un acteur performant dans l'économie mondiale. Elle porte sur sept buts principaux à savoir:

- Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire, assurer également le développement intégral des enfants de 0 à 6 ans par l'augmentation des centres préscolaires.
- Créer un système éducatif performant pour améliorer le taux d'achèvement de l'éducation primaire.
- Améliorer le système éducatif de l'enseignement du second cycle ou collège.
- Améliorer le système d'enseignement secondaire ou lycée et développer la formation professionnelle.
- Doubler l'effectif des étudiants dans l'enseignement supérieur, le nombre de diplômes par an, ainsi que la part du budget alloué à la recherche scientifique.
- Accroître le taux d'alphabétisation chez les individus âgés de plus de 15 ans.
- Améliorer les conditions physiques, morales et psychologiques des jeunes par la participation de ces derniers à des programmes sportifs ou participation à la vie civique.

Malgré toutes ces réformes que les gouvernements successifs ont mis en œuvre, la situation actuelle du pays est encore dans un état critique au niveau de l'éducation, sur la rentabilité de l'éducation, sur le plan économique et même sur le niveau d'instruction de la population malgache. Nous allons donc analyser tous ses indicateurs pour savoir dans quelle situation se trouve actuellement Madagascar.

2. Situation actuelle de Madagascar.

Selon les rapports de la PNUD ou Programme des Nations Unis pour le Développement à Madagascar concernant notre situation économique, on a connu une hausse de la croissance économique après une croissance très faible de 0,7% en 2011. Actuellement elle est à un niveau moyen de 2,3% entre 2010 et 2015. Cependant ce chiffre est inférieur à la croissance démographique qui est de 2,8% en moyenne ce qui se traduit par une baisse du revenu par tête de la population et favorisant ainsi l'accroissement de la pauvreté qui est déjà

bien implanté avant la crise. Madagascar figure aujourd’hui parmi les pays dont le revenu par habitant actuel est inférieur à celui qu’il a en 1970.⁹

Cette situation a été traduite par un recul de la classification du pays dans l’Indice de Développement Humain. En effet, Madagascar est passé du 149eme rang sur 162 pays en 2010 au rang de 154eme rang sur 188 pays en 2014 et ceci en dépit d’une légère progression de l’indice de développement humain qui est passé de 0,435/1 à 0,510/1 dans la même période.

Concernant le taux d’analphabétisation, Madagascar a actuellement un taux élevé de 24% pour les jeunes/adultes de 15 à 24 ans, 26,6 % pour la tranche d’âge de 24 à 49 ans et 29,7% pour les individus entre 49 et 60 ans soit en moyenne un taux de 30% pour la population entière. Le taux d’analphabétisation selon le sexe se répartit de la manière suivante : 33,3% chez les hommes et 37,4 % chez les femmes. Un chiffre qui est très élevé et qui a un impact important sur la productivité du pays ainsi que sa capacité à faire du profit.

Concernant l’accès à l’éducation, plus d’un million d’enfants de moins de 15 ans sont hors du système scolaire. Ceci est constaté surtout dans les zones reculées de Madagascar et cela malgré l’amélioration du taux de scolarisations. Selon le rapport économique et financier de 2014-2015 délivré par le Ministère de l’économie et de la planification en décembre 2015 : l’accès en première année de l’enseignement primaire (176,7% en 2014 contre 172,1% en 2012), le taux brut de scolarisation en second cycle (52,3% en 2014 contre 52,6% en 2013) et au lycée (22,3% en 2014 contre 21,2% en 2013)¹⁰

On peut donc en conclure que la politique éducative mise en place par l’Etat a eu un effet favorable pour l’éducation mais le résultat obtenu actuellement est encore insuffisant pour pouvoir mieux le rentabiliser. De plus selon la banque mondiale, plus de 70% de la population malgache vit actuellement dans la pauvreté et vit même dans la pauvreté extrême soit 1,28 USD par personne par jour. La pauvreté absolue (2 USD par personne par jour) est passée de 88,9% en 2010 à 90% actuellement. La pauvreté est plus importante dans les zones rurales et surtout dans la partie Sud et Sud-ouest de Madagascar soit deux fois la pauvreté en ville.¹¹

⁹ PNUD, rapport mondial sur le développement humain, 2015.

¹⁰ Idem.

¹¹ Idem.

Cependant l'Etat a pris certaines mesures pour pouvoir pallier certains problèmes qui empêchent l'éducation de soutenir le développement du pays comme par exemple le taux élevé d'analphabétisation. En effet, récemment l'Etat a fait une subvention de 150 million d'Ariary en faveur des acteurs d'alphanumerisation en utilisant un critère de sélection telle que l'expérience dans le domaine.¹² Cette initiative est une première pour l'Etat dans la prise en charge directe en faveur de l'Alphanumerisation. L'objectif est de toucher environ 6700 jeunes, adolescents et adultes analphabètes ou déscolarisés de 11 ans à 45 ans dans les 13 régions et 30 districts. Selon le directeur de DEPA Mr Arthur M. Ravelonjanahary cette initiative doit permettre au bénéficiaire d'avoir la capacité de lire, écrire et compter : qui est l'équivalent du niveau moyen de la 3eme année de l'éducation fondamentale ou classe de 9eme.

Il y a aussi le PSE ou Plan Sectoriel de l'Education mis en place par le Ministre de l'Education Nationale actuel Mr Paul Andrianiana Rabary. Cette mesure consiste à entreprendre dix actions à savoir : solliciter les parents à participer à la surveillance de l'étude de leurs enfants, optimiser la pratique de l'éducation civique, favoriser l'identité culturelle malagasy, améliorer la formation des enseignants et améliorer les infrastructures à utiliser et aussi sur les langues à enseigner. Il a déclaré que la mise en place de ce système présente des avantages pour les enfants malagasy ainsi que pour le système éducatif de notre pays car il vise à renforcer l'enseignement de base mais également l'enseignement au collège et au lycée par la formation des enseignants.

Cependant on ne peut pas analyser l'efficacité de ce nouveau système dû au fait qu'il est actuellement en cours d'utilisation. Pour pouvoir apporter donc des solutions pour améliorer l'éducation à Madagascar et la rendre plus rentable, nous allons analyser dans le prochain chapitre les problèmes actuels que rencontre l'éducation dans notre pays et nous allons aussi essayer d'apporter des solutions.

¹² *Miangaly Ralitera , l'express de Madagascar, 17.11.2017*

Chapitre 4 : Analyse de l'éducation et perspective d'amélioration.

Pour pouvoir mieux comprendre les problèmes que l'éducation rencontre dans notre pays, il est important d'analyser les problèmes qui existent dans chaque niveau d'étude. Ce chapitre nous aidera à mieux cerner les problèmes qui empêchent l'éducation d'être un pilier pour le développement, mais aussi de mieux apporter des solutions qui seront plus efficace à court terme et à long terme. Des solutions qui pourraient intervenir tant dans les établissements privés que dans les établissements publics, et aussi des solutions qui pourraient soutenir le développement tant en zones urbain qu'en zones ruraux.

Section 7 : les problèmes de l'éducation à Madagascar.

Pour pouvoir bien analyser les problèmes de l'éducation actuelle dans notre pays nous allons étudier de manière séparer l'éducation du premier et du second cycle et celui de l'enseignement supérieur. Et pour cela nous allons nous appuyer sur quelques données qu'on a pu recueillir dans certains établissements.

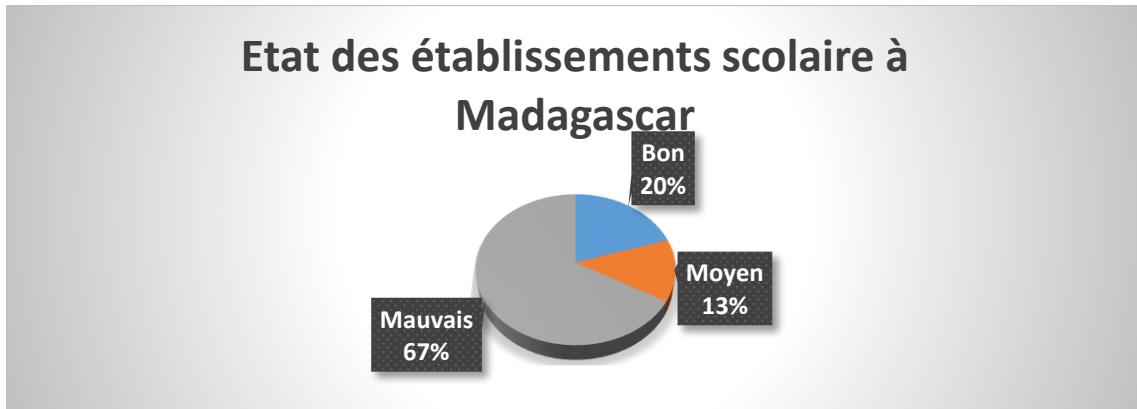
1. Problèmes de l'éducation fondamentale du premier et second cycle.

L'un des problèmes fondamentaux que rencontrent les élèves dans ce niveau est la maîtrise de la langue française. Or, tous les enseignements sont dispensés de cette langue. Pour qu'un élève puisse être plus performant dans ses études, il faut qu'il maîtrise la langue d'enseignement pour pouvoir comprendre les matières scolaires et aussi pour les retenir. Ce problème est très présent surtout chez les élèves dans les établissements publics ou la pratique de la langue française est minime. Il y a aussi ceux dans les zones rurales, ainsi que dans des zones reculées où les élèves ont beaucoup du mal à utiliser cette langue faute de pratique.

L'un des problèmes que rencontre aussi l'éducation dans notre pays est le manque d'infrastructure. En effet, sur ce plan, Madagascar doit encore faire beaucoup d'efforts afin d'offrir et faciliter l'accès à l'éducation pour tous les jeunes malgaches. Ce problème en particulier concerne plus précisément ceux dans les zones reculées. Les salles de classes sont insuffisantes, les matériels d'enseignement sont défectueux tel que les tableaux, les bancs, les tables et même l'infrastructure lui-même est en piteux état. Dans ces zones il faut faire des renouvellements des matériels défectueux car les conditions où les élèves étudient ont un effet

direct sur la performance des étudiants, et cela est l'un des facteurs qui intervient dans l'assimilation des cours. Pour ceux qui se trouvent dans les zones où les établissements scolaires sont souvent ravagés par les cyclones, il faut leur offrir des infrastructures adéquates car souvent ils sont obligés de suivre les cours dans des conditions vraiment défavorables.

Figure 3: Etat des infrastructures scolaires à Madagascar selon l'âge de construction.



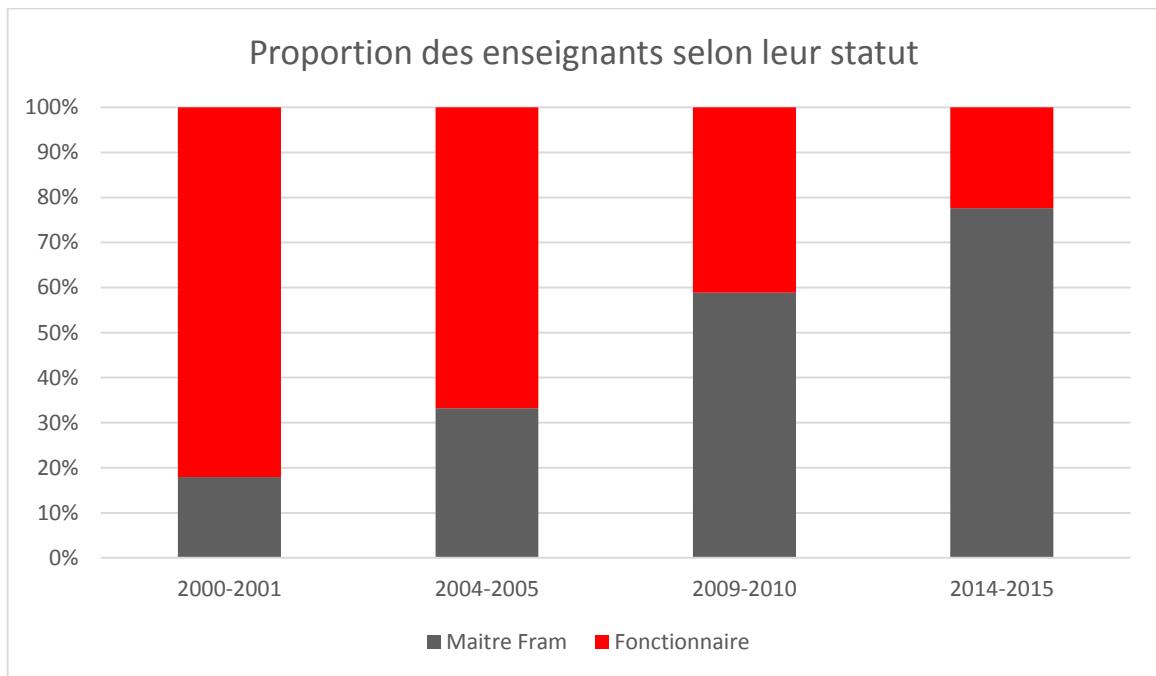
Sources : Banque Mondiale-Unicef /enquête Baseline FIVATO-2016

L'accroissement du nombre des enfants qui veulent entrer dans une école est aussi en hausse à nos jours du à la forte croissance démographique que notre pays connaît actuellement. De ce fait, beaucoup sont ceux qui sont obligés d'augmenter leur effectif pour chaque classe. Cependant, ceci pourrait avoir des effets négatifs sur la qualité de l'enseignement car les professeurs n'auront plus assez de temps pour suivre l'évolution de chacun de ses élèves vu qu'il faut à la fois finir les programmes scolaires et faire en sorte que la majeure partie des élèves puissent comprendre le cours. Et ceci est encore pire dans certaines régions où on manque de personnel enseignant et où un professeur est obligé de prendre deux voire même trois niveaux différents.

En effet, le nombre d'enseignants que possède Madagascar est insuffisant, mais le recrutement en masse ne résoudra pas le problème car il faut prendre en compte la capacité de l'individu à enseigner. De plus, il existe plusieurs enseignants actuellement qui ont reçu une mauvaise formation voir même pas du tout. Et c'est le cas de la majeure partie des enseignants dans les écoles privées et ceux qui sont engagés par l'association des parents d'élèves (maître FRAM) dans les établissements publics. Il s'agit dans la plupart des cas des individus qui n'ont fait aucune étude concernant l'enseignement ni même avoir fait des formations adéquates. Ils ont été recrutés afin de pallier le manque de personnel dans les écoles et aussi pour que les élèves puissent finir chaque niveau d'étude. Ce qui a causé une dégradation de la qualité de

l'éducation en la mettant dans un très mauvais état. Et cela s'est empiré à cause de l'accroissement massif du nombre d'écoles privées, surtout les écoles clandestines qui n'ont aucune accréditation. Toutefois, l'Etat a pris des mesures à ces égards telles que la suppression des écoles qui ne répondent pas aux normes ou la mise en place de l'examen CAP/EP. Il y a aussi l'ENS ou Ecole Normale Supérieur qui vise à former des individus à enseigner, à leur donner les connaissances et les pratiques nécessaires pour être plus performants. Cependant, le nombre d'enseignants ayant aucune qualification est encore très important actuellement et cela s'ajoute au fait que bon nombre d'enseignants ayant fait autrefois des formations telles que l'école normale niveau2 ou aussi la FOFI sont actuellement retraités et laissant la place à de nouveaux enseignants qui ont de faibles aptitudes. Cependant, grâce aux efforts que l'Etat a fait, plus de 10000 enseignants FRAM ayant certain critère bien spécifique ont été récemment recrutés et cela est accompagné d'une formation qui à durée 3mois. Une mesure qui pourrait améliorer la qualité de l'éducation.

Figure 4 : Répartition des enseignants selon leur statut.

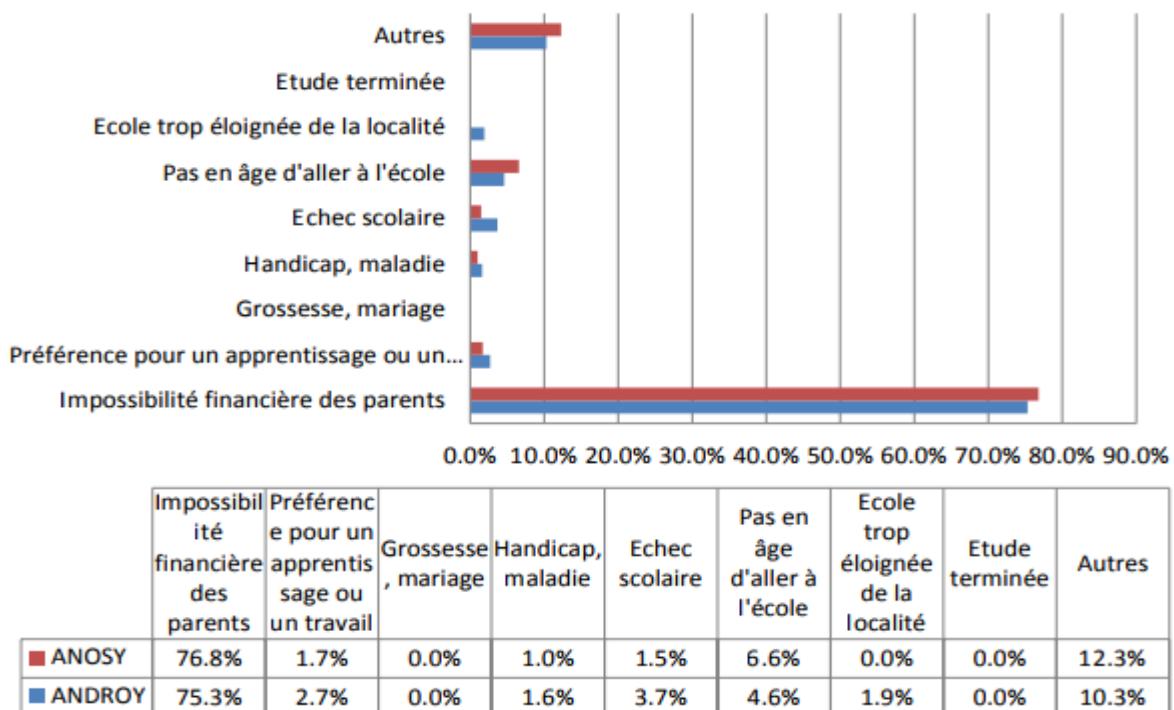


Sources : Annuaires statistiques de 2000-2015, MEN, calculs des auteurs.

Parler de l'éducation à Madagascar sans parler de la situation économique actuelle est impossible car cette dernière a un effet direct sur le taux de scolarisation des élèves

ainsi que sur le taux d'abandon scolaire. En effet, une grande partie de la population malgache se trouve dans la pauvreté et même si l'éducation de base est gratuite pour tous, beaucoup de parents sont incapables de faire face aux frais associés à la scolarité tels que les uniformes, les cahiers, crayons ainsi que d'autres fournitures scolaires. D'autant plus que pour certains cas surtout dans les zones reculées, les conditions de vie sont tellement mauvaises que les enfants doivent travailler en laissant leurs études de côté pour pouvoir aider leurs parents à subvenir au besoin de la famille. Et par conséquent, de nombreux jeunes de moins de 18ans travaillent actuellement. Selon, l'enquête Baseline FIVATO menée par l'Unicef Madagascar et la Banque mondiale en 2016 dans la partie sud de notre Pays, c'est le problème financière qui cause le plus grand nombre d'abandon scolaire. Donc pour pouvoir offrir un enseignement à tous les enfants du Pays, il est plus important de faire en sorte que l'éducation soit gratuite mais il faut aussi envisager le renouvellement du programme de subvention scolaire d'une manière sélective et ciblée.

Figure 5: Les causes d'abandon scolaire.



Source : Banque mondial-Unicef Madagascar/ enquête Baseline FIVATO 2016

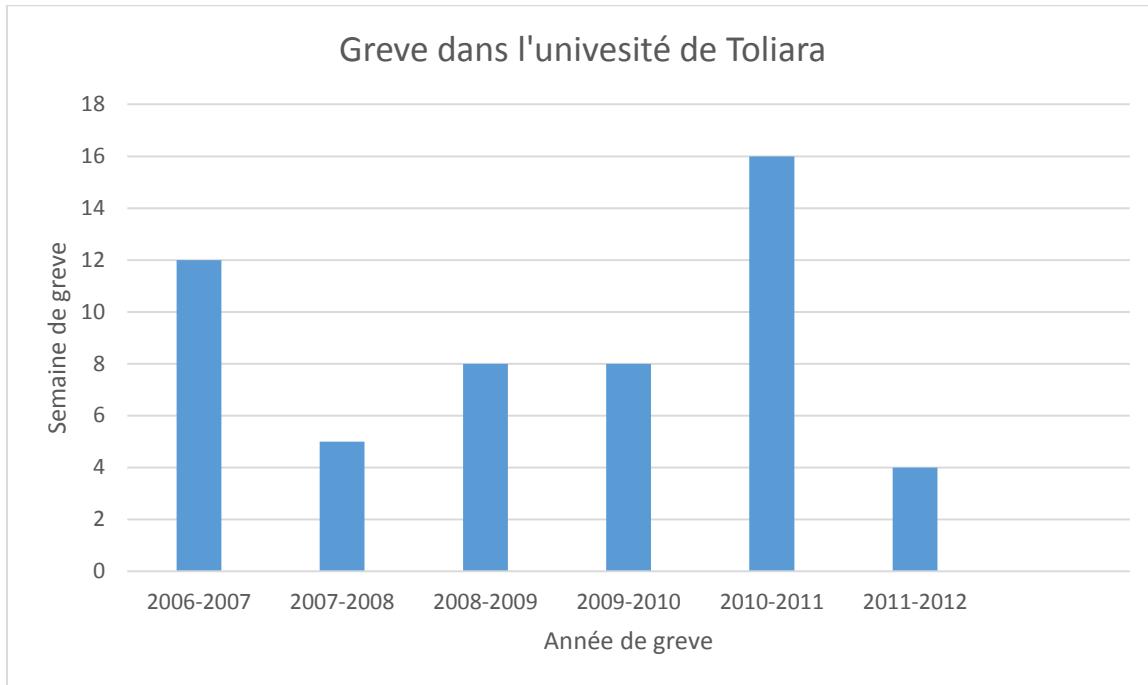
2. Problème de l'enseignement supérieur.

L'un des plus grands problèmes de l'enseignement supérieur surtout pour les universités publiques est l'insuffisance importante d'enseignants. Ceci est grand un problème car la qualité de l'enseignement est mise en question. D'autant plus que Madagascar se trouve actuellement dans la pauvreté, la majeure partie des étudiants ne peut pas se payer les frais de scolarité dans les universités privés. En 2014, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESupres) a dénombré six cents besoins concernant les enseignants supérieurs et ce chiffre à de grandes chances d'augmenter depuis. Ce manque d'effectif est plus important surtout dans l'Université de Toamasina, de plus elle ne dispose que de quatre-vingt-dix enseignants contre dix fois plus celle d'Antananarivo. Et cela a un impact direct dans l'enseignement supérieur¹³. Ce manque d'enseignant devient plus préoccupant car il y a eu récemment une extension des universités, et qui fait qu'actuellement Madagascar possède plus d'une dizaine d'universités annexes telles que celle d'Itasy, du Vakinakaratra ou encore de Manakara. Or, ce sont les enseignants des universités mères qui sont chargés d'y dispenser les cours.

Il est impossible de parler des problèmes de l'enseignement supérieur à Madagascar sans parler des grèves répétitifs des étudiants ainsi que des enseignants chercheurs. Cela a un effet négatif au niveau de l'efficience de la gestion des ressources surtout financières car plus il y a des grèves, plus les activités de l'université sont retardées et plus les dépenses augmentent. Par exemple dans l'université de Toliara les grèves de 2006 à 2012 leur a fait perdre plus de cinquante-trois semaines d'activité.

¹³ *Miangaly Ralitera , l'express de Madagascar, 17.11.2017*

Figure 6 : Nombre de semaine de grève 2006-2012



Sources : Rakotovonasy Michael Sabir, Dr en Philosophie, « *L'avenir de l'enseignement supérieur Malgache* »

On peut interpréter à travers ce graphique que l'université de Toliara a donc perdu, en espace de six ans, toute une année d'études à cause de la grève. Les principales causes de ces grèves sont le retard des paiements des bourses d'études, des demandes de nouvelles infrastructures due au mauvais état de certaines salle de cours ainsi que la demande de renouvellement des matériels d'enseignement pour qu'ils soient plus adéquats au système actuel qui est le LMD. La grève répétitive dans les universités publiques est aussi l'une des causes qui empêche certains jeunes malgaches de poursuivre leurs études supérieures dans des universités publiques. Ce qui explique l'augmentation du nombre d'universités privées actuellement. Cependant, la majeure partie de ces universités sont des clandestins qui n'ont aucune qualification et ne sont pas habilités par l'Etat. Et cela est un grand problème concernant la qualité de l'éducation car bon nombre d'étudiants aura des formations peu qualifiées ce qui pourrait toucher également la productivité du pays. Toutefois, les autorités concernées ont pris certaines mesures pour lutter contre ces universités clandestins : par exemple, pour les étudiants en paramédicaux, le Ministère de la Santé Publique a annoncé qu'à partir de 2017, il y aura un examen pour ceux qui souhaitent avoir le diplôme de licence en Sciences de la Santé. Et les étudiants sont obligés de passer cet examen s'ils sont issus d'un institut paramédical privé ou public, et seuls les candidats des universités habilitées par l'Etat peuvent passer l'examen.

Cependant, dans beaucoup d'autres filières les mesures de ce genre ne sont pas encore mises en place.

La question d'embauche est aussi l'un des problèmes que les étudiants dans les universités rencontrent le plus souvent. En effet, aujourd'hui il ne suffit plus d'étudier pour pouvoir avoir un poste à responsabilité élevée mais il faut également de l'expérience et d'autres savoir-faire. Or, dans les Universités, seule la partie théorique est dispensée. Ce qui fait que les étudiants doivent chercher eux-mêmes la façon d'acquérir de nouvelles compétences et d'améliorer leur capacité grâce aux expériences qu'ils pourront avoir. Ceci n'est pas un problème en soi car il permet à l'étudiant nouvellement diplômé d'être plus responsable et plus dynamique en ce qui concerne la recherche de nouvelles compétences. Cependant beaucoup seront ceux qui auront du mal à réussir vue le faible taux d'offre de travail actuellement et ceci pourrait également causer une augmentation du taux de sous-emploi chez les nouveaux diplômés.

Section 8 : un développement plus soutenu pour Madagascar.

Avant d'apporter des perspectives d'amélioration au niveau de l'éducation, nous allons tout d'abord aborder le rôle important que l'Etat malgache doit jouer. En effet, c'est l'Etat qui a le plus d'influence sur l'amélioration de la qualité de l'éducation. Il est donc important de définir les rôles qu'il doit tenir.

1. Le rôle important que l'Etat doit tenir.

Former les jeunes a toujours été la préoccupation des gens qui songent à leur avenir. L'exemple de Sparte est le plus populaire où le gouvernement veille de manière stricte à l'évolution de ses jeunes en leur offrant des formations bien structurées pour répondre à un besoin spécifique. Il est donc important que l'Etat adopte une politique qui a pour but de veiller à la bonne qualité de l'éducation, d'évaluer les résultats du système dans chaque zone, de veiller à rendre plus efficient le système éducatif et de promouvoir l'éducation pour qu'il puisse être un pilier au développement du pays. De plus, Il n'en reste pas moins vrai qu'aucun pays n'a connu de croissance économique soutenue et est sorti du sous-développement sans un effort massif en faveur de l'éducation. Les seules exceptions à la règle sont les pays exportateurs de

pétrole qui ont pu se développer mais non à travers un processus d'augmentation de la productivité du travail.

L'une des préoccupations majeures que l'Etat doit résoudre est le problème d'amélioration de la qualité de l'éducation. Il est souvent plus raisonnable pour cela de perfectionner et de veiller aux bonnes formations pédagogiques des enseignants, surtout dans les enseignements de base vue que les enfants sont les plus vulnérables à la mauvaise transmission de connaissance. De plus, si les enfants ont acquis un niveau d'enseignement de mauvaise qualité, ceci aura des conséquences bien lourdes sur leur futur tel que le redoublement répétitif des élèves, un niveau de connaissance insuffisante ou encore une dégradation du niveau général de la qualité de l'éducation si cette mauvaise transmission de l'éducation se généralise avec le temps. Le problème de redoublement des élèves, traité précédemment, n'est pas uniquement dû à la performance de l'élève mais peut être aussi dû à un mauvais enseignement des professeurs. Il est donc important que l'Etat doit toujours apporter son aide aux acteurs principaux concernés afin que ces derniers puissent transmettre de manière efficace leur connaissance et aussi de mieux organiser l'enseignement dans leurs établissements. Toutefois, mettre en œuvre une formation de personnel dans l'éducation signifie dépenser plus dans l'éducation. Il est donc important de veiller à ce que les formations transmises ont des impacts conséquents pour que le coût soit moindre que le résultat. Pour cela des évaluations devraient être mis en place pour pouvoir mesurer cette efficacité.

L'Etat évaluateur, c'est l'un des rôles qu'il doit jouer dans l'éducation. En effet comme tous les investissements, les dépenses que le gouvernement occasionne pour promouvoir l'éducation devront apporter plus de profit. Pour cela l'Etat doit analyser le coût de ses investissements. Divers indicateurs et de chiffres statistiques peuvent être pris en compte. Certains concernent le système tout entier et d'autres sont propres à son ordre d'enseignement. On peut citer par exemple l'effectif scolaire ou aussi le nombre d'école. Avec des données statiques concernant ces deux indicateurs on peut avoir le taux de performances des étudiants du niveau le plus bas jusqu'à l'université. On peut également connaître le taux d'abandon scolaire ou encore le nombre de diplôme discerné à chaque cycle. Il y a aussi d'autres indicateurs telle que la situation des employés diplômés dans le monde du travail ou encore le taux de chômage chez les nouveaux diplômés. L'évaluation des dépenses est aussi l'un des indicateurs que l'Etat doit tenir compte pour rendre le système plus efficient. Il existe plusieurs manières d'évaluer les résultats du système éducatif, et ces évaluations permettent de trouver

les sources du problème, d'y apporter des solutions spécifiques et de mieux repartir les dépenses en fonction des situations.

Pour mieux tirer profit des politiques adaptées, mettre en œuvre un système performant est une condition nécessaire mais non suffisante pour qu'elle puisse soutenir le développement du pays. On doit prendre en compte également l'efficience de celui-ci, d'autant plus que dans les pays sous-développés, les ressources, surtout financière sont très rares. Une politique qui coute cher même si le résultat est meilleur, peut causer d'autre problème telle que la dégradation des autres secteurs, l'augmentation des dettes publiques si celui-ci est subventionné par des prêts vis-à-vis de l'extérieur,... De ce fait il faut que l'Etat exploite de manière la plus approprié les ressources qu'il possède et gérer de manière efficace ses dépenses. Pour cela l'Etat doit utiliser de manière efficiente le personnel enseignant en poste, ceci grâce notamment à des formations leur permettant d'enseigner à différent niveaux en fonction des besoins. On peut également augmenter les heures des enseignants qui travaillent à temps partiel pour qu'ils puissent mieux s'occuper de l'apprentissage des élèves d'autant plus qu'une mise en œuvre d'un programme pour les étudiants en difficulté fait partie des mesures que l'Etat doit adopter. L'une des causes pour que la politique d'éducation ne soit pas efficace est aussi dû au fait que les dépenses courantes sont plus abusives que les dépenses d'équipement. En effet, la masse salariale occupe la majeure partie des dépenses dans l'éducation dans les pays en voie de développement. Ceci est constaté même dans notre pays où certain infrastructure ont besoin de renouvellement et d'innovation. Cependant, Il est important de préciser qu'il est difficile de modifier à court terme la structure des dépenses puisqu'en vertu de situations existantes les enseignants ne peuvent être retirés de leur poste. A long terme, en conséquence, pour que les dépenses n'aient pas accès qu'au salaire il faut mettre à profit l'évolution des effectifs c'est-à-dire laisser augmenter les effectifs, par enseignant permet de disposer plus de ressources pour les matériels pédagogiques sans augmenter le coût.

2. Perspective d'amélioration de l'éducation à Madagascar

Le premier problème qu'on doit traiter c'est de résoudre les problèmes suivants : comment peut-on améliorer le système éducatif pour qu'il soit plus efficace et plus rentable tant à court terme qu'à long terme ? De quelle manière doit on adapter le système pour qu'il intervienne à la fois dans les établissements publics mais aussi dans les établissements privés ? Comment peut-on mettre en œuvre un système qui prend en compte les situations existantes

dans les zones urbaines et les zones rurales ? Mais surtout de quelle façon peut-on aider les élèves à être plus qualifiés dans le domaine du travail et ainsi augmenter leur productivité ? Ces questions méritent d'être traitées pour que notre système éducatif soit plus efficace et pour augmenter les chances que l'éducation puisse participer à la croissance économique du pays.

Dans la plupart des cas même dans certains pays développés le système éducatif se caractérise par un biais traditionnel en faveur des études générales préparant à l'enseignement supérieur plutôt qu'à l'entrée sur le marché du travail. L'un des problèmes de base du système actuel est le fait que les enseignements sont plus accès sur les parties théoriques. Or, les parties pratiques sont aussi importantes. Mettre en œuvre un système accès à la partie pratique n'est pas aussi le moyen le plus efficace car les élèves doivent avoir certaines connaissances de base pour mieux s'adapter dans la vie courante. Il faut donc pour cela équilibrer les deux parties dans le mode d'enseignement mais aussi dans le programme scolaire. Ceci a pour but de donner une double qualification aux élèves, d'améliorer l'employabilité des jeunes mêmes s'ils ne veulent pas poursuivre leur étude supérieure mais aussi de réduire le taux d'abandon scolaire car les élèves auront une bonne raison de poursuivre leur étude. Il est possible par exemple de mettre dans le programme scolaire dès le premier ou second cycle comme étant une matière à part entière et obligatoire le TIC ou la Technologie de l'Information et de la Communication. De plus à nos jours, avoir une compétence dans ce domaine est très recherché dans le monde du travail surtout à Madagascar. Les entreprises spécialisées dans divers services sont en expansion. Avoir une connaissance du TIC permet aussi aux étudiants d'améliorer leur performance en matière de recherche sur leurs études et de leur permettre de mieux s'ouvrir avec le monde, ainsi ils pourront trouver facilement leur voie c'est-à-dire ce qu'ils veulent faire après, quel projet faire après les études ou aussi quelle filière choisir pour les études supérieurs. Installer le TIC dès l'école primaire ou secondaire permettrait aux élèves de progresser plus vite dans ce domaine et aussi d'acquérir un niveau de connaissance en la matière bien plus enrichi lorsqu'ils quittent l'école. Cependant il faut tenir compte des endroits où l'accès à l'électricité est encore impossible. On peut donc pour cela adopter des systèmes qui puissent être appliqués dans ces zones par l'analyse des besoins de la société et le remplacement du TIC par cette dernière.

L'un des meilleurs moyens pour améliorer le résultat du système éducatif est aussi de mettre un accent sur le système de redoublement et de suivi. En effet, le redoublement est l'une des causes qui empêche les élèves de finir leur étude, et refaire une année de plus

signifie occasionner plus de dépense. Il est donc important que l'on résout ce problème. En effet, on ne doit pas laisser pour compte les élèves qui ont souvent des mauvais résultats d'autant que cette situation est plus présente chez les enfants dans les milieux défavorisés. Pour pouvoir y remédier il faut donc appliquer des mesures spécifiques telle que la création d'un classe spéciale pour les enfants menacés de redoublement ou encore de mettre des cours de ratrappage pour les élèves en difficulté. Ce système est utilisé par beaucoup de pays en développement afin de permettre à tous les jeunes de finir au moins les deux cycles principaux et de leur donner un chance de pouvoir être plus performant. Il est aussi possible de créer de nouvelle filière pour les étudiants où le risque d'échec répétitif est très grand, des filières qui sont plus accessible au monde du travail et qui correspondent à leurs domaines de compétence. Ceci a pour but de mieux rentabiliser chaque étudiant pour qu'ils puissent par ses propres moyens et les compétences acquises d'être plus productif des lors où il entre dans le domaine du travail. Il est tout de même important de préciser que le système de redoublement n'est pas inefficace, il ne doit être juste utilisé qu'en dernier recourt. De plus que dans la pratique, il permet à l'étudiant d'améliorer sa performance future.

Au niveau de l'enseignement supérieur afin de permettre au nouveau sortant d'entrer directement dans le monde du travail mais aussi pour qu'il puisse avoir les compétences requises, on doit mieux développer le système de stage. Ceci devrait être obligatoire pour tous les étudiants de l'université que ce soit ceux des établissements publics que ceux des établissements privés, ce qui permettrait aux étudiants d'acquérir de nouvelle connaissance, à part ce qu'ils ont acquis en cours, mais aussi pour leur donner un aperçu du monde auquel ils devront faire face à la fin de leurs études. Ce système permet non seulement de rendre plus actif un étudiant mais également de le rendre plus productif. Et pour mieux développer ce système, les cours devraient également répondre au besoin des entreprises existantes. Il est donc important pour cela de faire des coopérations entre les entreprises et les universités, cela par des interventions de certains professionnels pendant les cours magistraux.

Pour améliorer la qualité de l'éducation on peut également accroître la compétitivité entre les établissements scolaires que ce soit publics ou privés. Cela grâce à un système de subvention, selon laquelle un établissement reçoit une subvention venant de l'Etat si la qualité de leur enseignement est meilleure et par la même occasion, de sanctionner les établissements qui n'offrent pas un enseignement de qualité à leurs élèves. Grace à ce système beaucoup d'établissements scolaires seront incités à améliorer graduellement la qualité de leur

enseignement et de réduire le nombre d'écoles clandestines qui ne répondent pas à la norme requise. Le critère de sélection doit se baser sur la qualité et la capacité des enseignants à transmettre leur savoir mais également sur les conditions d'apprentissage des élèves : infrastructure, matériel d'enseignement utilisé,... et cela doit également être accompagné d'une politique de suivi efficace et rigoureuse de la part du ministère vis à vis des établissements scolaires.

Conclusion :

Ce travail d'analyse nous a permis de mieux comprendre le rôle que tient l'éducation dans le développement économique de notre pays mais aussi de mieux cerner comment l'éducation peut améliorer la vie de chacun. C'est pourquoi l'Etat malgache, depuis l'acquisition de l'indépendance, a essayé de toujours l'améliorer.

Selon de nombreux économistes, l'éducation contribue à perfectionner la qualité du capital humain, et tient également un rôle très important dans l'amélioration de la productivité, dans l'accroissement du revenu, dans l'acquisition du bien-être. C'est l'outil le plus efficace pour assurer le développement économique d'un pays. Cette théorie a été justifiée grâce à notre analyse sur la manière dans laquelle le Portugal a pu s'échapper de la crise économique qu'il a connu grâce à l'amélioration de son secteur éducatif.

Pour Madagascar, l'éducation a un lien très étroit avec son histoire. En effet, depuis son indépendance, de nombreux évènements, surtout politiques, se sont produits et ont influencé le système éducatif en causant de nombreux problèmes au niveau de l'éducation. Cependant, ces évènements ont pu donner l'initiative à notre gouvernement d'améliorer la qualité de l'enseignement malgré les nombres incalculables de problèmes que notre pays a connu. Et actuellement, le but que l'Etat s'est fixé est l'éducation pour tous et l'amélioration de l'éducation pour mieux la capitaliser.

Actuellement, Madagascar se trouve dans un état critique car plus de 70% de la population malgache se trouve dans la pauvreté extrême, plus de 30% des jeunes/adultes sont illétrés et le taux de scolarisation n'est que de 64%. Ce qui le classe au 5eme pays le plus pauvre du monde. A cela s'ajoute l'augmentation des écoles clandestines, des enseignants non qualifiés et un très grand manque de personnel enseignant qualifié à l'université.

Pour pouvoir améliorer l'éducation, l'Etat joue un rôle très important. Il doit veiller à la qualité de l'enseignement offert par les établissements scolaires que ce soit public ou privé. Il doit aussi veiller à l'amélioration du système éducatif pour l'adapter au modèle de développement actuel et pour pouvoir répondre au besoin de la société. Faciliter l'accès à l'éducation, aider ceux qui sont dans l'impossibilité d'étudier mais aussi soutenir les organisations en faveur de l'éducation, sont les tâches que l'Etat doit effectuer pour rendre à l'éducation un pilier du développement pour notre pays.

Afin d'arriver à mieux soutenir notre développement et de l'accélérer prendre des mesures radicales sont nécessaires. La résolution des problèmes d'écoles clandestines, la formation permanente des enseignants, la double qualification des élèves, la résolution des grèves répétitifs des élèves à l'université qui obligent certaines activités à être reportés mais qui entraînent la mobilisation de certaines ressources surtout financière sont quelques exemples de problème que l'Etat doit résoudre.

La théorie de la croissance endogène nous a permis de comprendre le rôle important que le capital humain tient dans le processus de production, dans l'accroissement des gains mais aussi dans l'amélioration et l'acquisition du bien-être pour chacun. Veiller à la qualité de l'éducation est donc inévitable pour espérer une accélération du développement économique pour notre pays. Cependant, l'amélioration du secteur éducatif est-elle une condition nécessaire et suffisante pour nous sortir de la pauvreté ?

Bibliographie :

Loi :

- **La loi 78-040 du 17juillet1978 portant cadre générale du système de l'éducation et de formation.**
- **La loi 94-033, mars1995 portant orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar, Antananarivo, 1994**

Ouvrages de référence :

- Adam Smith “**An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations**”, 1776. consulté le 23decembre2017.
- Becker « **Human Capital, a theoretical and empirical Analysis, Third Edition, The university of Chicago press** », 1993. consulté le 20novembre2017.
- Bezbakh Pierre, « **Dictionnaire de l'économie** », Larousse, 2003.
- Henry bordeaux, « **les pierres du foyer** », 1918. consulté le 24decembre2017.
- Levy Garboua et Jean Claude Eicher -Paris : **Economica**, 1979, « **Economie de l'Education** », p43-46. consulté le 3janvier2018.
- Mingat-Bruxelles, **De Boek Université**, « **Pédagogie en développement** » 2000. consulté le 3janvier2018.
- Olivier Reboul, « **philosophie de l'éducation** », 1971. consulté le 5novembre2017.
- Theodore Schultz « **Investmen in man: an Economiste in view** », 1950. consulté le 3decembre2017.
- T.W. Schultz, « **Il n'est de richesse que d'hommes, Investissement humain et qualité de la population, tendances actuelles** », 1983. consulté le 20novembre2017.

Documents imprimé:

- **AGEPA, MEN du 15 novembre 2004.**
- **Enquête Baseline FIVATO, Banque mondial-Unicef 2016**
- **MAP (2007-2012), République de Madagascar Antananarivo, 2006.**
- **Ministère de l'Education Nationale, Annuaire statistique 2000-2005, 2010-2015, service de la planification.**
- **PNUD, rapport mondial sur le développement humain, 2015.**

Webographie :

- www.sik.no/article?118&lang=fr. Consulté le 20 novembre 2017.
- www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar. Consulté le 20 novembre 2017.
- *Ses.weclass.fr*. consulté le 23 novembre 2017.

Liste des figures :

Figure 1:Evolution du PIB par habitant de 1960-2010

Figure 2 : Evolution de l'IDH du Portugal

Figure 3:Etat des infrastructures scolaire à Madagascar selon l'âge de construction

Figure 4 : Répartition des enseignements selon leur statut

Figure 5 : Les causes d'abandon scolaire

Figure 6 : Nombre de semaine de grève 2006-2012

Annexe :

FOFI : centre de formation pour les enseignants pendant la malgachisation

CAP/EP : certificat d'aptitude que les enseignants devraient avoir pour être autorisé à enseigner

Ecole normal niveau 2 (EN2): centre de formation d'enseignant au collège.

TABLE DES MATIERES :

Thème : L’Education, pilier pour le développement : Cas de Madagascar.

REMERCIEMENT.....	i
Liste des acronymes.....	ii
Sommaire	iv
Introduction	1
Partie 1 : L’éducation et le développement économique.....	3
Chapitre1:Notion générale sur l’éducation et le développement économique.	4
Section 1 : Généralité sur l’éducation.....	4
1. Perception de l’éducation.....	4
2. Les acteurs principaux dans l’éducation et le développement.....	5
Section 2 : Lien entre éducation et développement économique.....	7
1. Définition de quelques concepts clés.....	7
2. Théorie sur le capital humain et la croissance économique.....	9
Chapitre 2 : L’importance de l’éducation dans le développement.....	12
Section 3 : Impact de l’éducation dans le développement.....	12
1. Bienfait de l’éducation pour l’individu.....	12
2. Bienfait de l’éducation pour la société.....	13
Section 4 : Education, élément clé pour le développement : Cas du Portugal.....	14
1. Situation du Portugal avant la réforme.....	15
2. Le processus de rattrapage du Portugal.....	16
Partie 2 : l’éducation, élément clé pour accélérer le développement de Madagascar.....	20
Chapitre 3 : réalité de Madagascar.....	21
Section 5 : l’éducation à Madagascar.....	21
1. Evolution de l’éducation à Madagascar : avant la Malgachisation.....	21
2. L’éducation à Madagascar : Après la Malgachisation.....	22

Section 6 : politique éducatif mis en place et ses impacts.....	24
1. Politique éducatif mis en œuvre.....	24
2. Situation actuelle de Madagascar.....	27
<u>Chapitre 4 :</u> analyse de l'éducation et perspective d'amélioration.....	30
Section 7 : problème de l'éducation à Madagascar.....	30
1. Problème de l'éducation fondamentale du premier cycle.....	30
2. Problème de l'enseignement supérieur.....	34
Section 8 : un développement soutenu pour Madagascar.....	36
1. Le rôle important que l'Etat doit tenir.....	36
2. Perspective d'amélioration de l'éducation	38
Conclusion.....	42
Bibliographie.....	44
Liste des figures.....	46
Annexe.....	46
Table des matières.....	47
Résumé.....	48

Nom et Prénoms : RASOLOHERIMANANA Manampisoa Finoana

Titre : « L'éducation, pilier du développement pour l'Afrique : cas de Madagascar »

Pagination : 43

Nombre de figure : 6

Résumé :

Nombreux sont les économistes qui se sont intéressés à la théorie du capital humain depuis sa découverte vers la moitié du XXe siècle. Le capital humain est l'un des facteurs clé qui contribue au développement. Il est donc primordial d'améliorer sa qualité à travers l'éducation. Pour ces économistes, l'éducation est un moyen efficace pour sortir de la pauvreté. De plus, faire des études permet d'accroître sa productivité, d'obtenir un poste important, d'augmenter ses gains, d'améliorer son mode de vie ainsi que son bien-être.

Pour Madagascar, le gouvernement successif a essayé d'améliorer la qualité de l'éducation depuis l'acquisition de l'indépendance afin d'espérer un développement accéléré. Plusieurs réformes et mesures ont été prises afin de modifier le système éducatif suivant les besoins de la société. Cependant, malgré tous les efforts qui ont été réalisés, Madagascar se trouve actuellement parmi les pays les plus pauvres du monde avec un taux d'analphabétisation très important.

Pour mieux rentabiliser l'éducation, il faut étudier les problèmes qui empêchent de soutenir notre développement. Cela commence par l'étude du système éducatif qui devrait être conforme au besoin de la société, puis il faut s'intéresser au mode de gestion des ressources afin d'être le plus efficient possible, d'étudier également les problèmes dans les différents établissements et de les résoudre tous. L'éducation est rentable pour un pays dès lors où les dépenses d'investissement sont inférieures aux gains perçus. Il est donc nécessaire d'appliquer une politique d'éducation efficace mais aussi efficiente afin de permettre d'accélérer notre développement.

Mots clé : capital humain, éducation, système éducatif, formation, bien être, croissance économique, augmentation de revenu, efficacité, efficience, rentabilité.

Encadreur : Monsieur SALAVA Julien

Adresse de l'auteur : Lot P63A Sud Ambohipo, Commune Alasora. Tel : 0348337263